



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2012
Français
Original : anglais/espagnol

Soixante-septième session

Point 95 p) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet

Relation entre le désarmement et le développement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution 66/30 de l'Assemblée générale, examine l'évolution récente du renforcement, au sein de l'Organisation des Nations Unies, de la relation entre le désarmement et le développement. Il présente en outre les renseignements communiqués par les gouvernements à ce sujet.

* A/67/150.



I. Introduction

1. Au paragraphe 1 de sa résolution 66/30 intitulée « Relation entre le désarmement et le développement », l'Assemblée a souligné le rôle central que jouait l'Organisation des Nations Unies dans la relation entre le désarmement et le développement et prié le Secrétaire général de renforcer encore le rôle de l'Organisation dans ce domaine. Au paragraphe 2, elle a prié le Secrétaire général de continuer à prendre, par l'intermédiaire des organes compétents et dans les limites des ressources disponibles, des mesures en vue de l'application du programme d'action adopté en 1987 à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement¹. Au paragraphe 7 de la résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-septième session, de l'application de la résolution. Le présent rapport est établi pour faire suite à cette demande.

2. En outre, au paragraphe 6 de la résolution, l'Assemblée a invité à nouveau les États Membres à communiquer au Secrétaire général des renseignements sur les mesures et les efforts visant à consacrer au développement économique et social une partie des ressources libérées par la mise en œuvre d'accords de désarmement et de limitation des armements, afin de réduire l'écart toujours croissant entre pays développés et pays en développement.

3. Le 8 mars 2012, le Secrétariat a adressé aux États Membres une note verbale pour solliciter leur avis. Au moment de l'établissement du présent rapport, les États suivants avaient répondu : Colombie, Cuba et Panama. Les informations fournies sont présentées à la section III ci-après.

II. Renforcement du rôle de l'ONU dans la relation entre le désarmement et le développement

4. Depuis 1981, les États Membres disposent de ce qui est désormais appelé le Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires² pour communiquer des informations sur leurs dépenses militaires. En 2010 et 2011, un groupe d'experts gouvernementaux s'est réuni pour la première fois depuis les années 80 pour étudier le fonctionnement de cet instrument. Dans son rapport (A/66/89), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/20, le Groupe a formulé des recommandations visant à amener plus d'États à utiliser cet instrument de notification, renforçant ainsi la sécurité internationale par une plus grande transparence des dépenses militaires.

5. Ces dernières années, l'ONU s'est de plus en plus intéressée aux questions liées à la relation entre le désarmement et le développement dans le cadre des armes classiques. On citera, par exemple, le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité en 2011, proposant un aperçu général de la question des armes légères (S/2011/255) et l'accent mis sur une démarche globale en matière d'assistance à la lutte antimines (A/66/292, notamment).

¹ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement*, New York, 24 août-11 septembre 1987 (A/CONF.130/39).

² Voir www.un.org/disarmament/convarms/Milex.

6. L'instabilité causée par la violence armée, une réglementation insuffisante du commerce des armes et des munitions, le trafic de drogues illicites, la faiblesse des institutions, la corruption et un déficit de bonne gouvernance est de plus en plus reconnue. L'ONU joue un rôle important dans l'approfondissement de ces questions et l'assistance aux États Membres à cet égard. Lors des débats sur le commerce illicite des armes légères, notamment à l'occasion de la session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue à New York, du 19 au 23 mars 2012, des questions telles que l'assistance internationale en matière de gestion et de destruction des stocks d'armes, la mise en place de systèmes de marquage et de traçage des armes ou le renforcement de la législation et des systèmes réglementaires nationaux ont figuré en bonne place.

7. Chaque jour, l'ONU constate les effets d'une insuffisance de réglementation du commerce des armes sur les efforts de développement. Les hommes, les femmes, les filles et les garçons pris au piège de la violence armée et des conflits sont les principales victimes de ce commerce. Le coût humain résultant d'une insuffisance de réglementation du commerce mondial des armes classiques est multiforme : civils tués, blessés et violés, et autres violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme; personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur des frontières; personnes touchées par la violence armée et les conflits, confrontées à une situation économique précaire et à une insécurité extrême.

8. En 2006, les États Membres ont entrepris des discussions concernant un traité sur le commerce des armes (résolution 63/240 de l'Assemblée générale). De nombreux États ont soulevé des questions ayant trait au développement, compte tenu des liens étroits désormais établis entre développement, commerce des armes et conflits.

9. Au sein des organismes des Nations Unies, les principaux mécanismes de coordination de ces questions sont l'Équipe de lutte antimines de l'ONU, le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères et le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Grâce à ces mécanismes et conformément au programme d'action défini dans le document final de la Conférence internationale de 1987 sur la relation entre le désarmement et le développement, l'ONU continue d'encourager la prise en compte de cette corrélation, dans le cadre de l'objectif global qui est de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

III. Renseignements communiqués par les gouvernements

Colombie

[Original : espagnol]
[4 juin 2012]

Promouvoir le développement est une des priorités de la Colombie en matière de politique intérieure et extérieure. Par conséquent, tant au niveau national que

dans le cadre de ses relations avec la communauté internationale, la Colombie s'emploie à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans le cadre de sa politique de prospérité démocratique, le Gouvernement mobilise des ressources considérables pour relever les défis énoncés dans la résolution 66/30 ayant trait au développement, à l'éradication de la pauvreté et à l'élimination des maladies qui affligent l'humanité.

En outre, en conformité avec ses principes, la Colombie soutient le désarmement, la non-prolifération des armes de destruction massive, les utilisations pacifiques du nucléaire et la réglementation du commerce illégal des armes légères, des munitions et des explosifs.

Suite au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la relation entre le désarmement et le développement, la Colombie engage la communauté internationale à mieux mesurer l'importance de la relation entre les deux concepts, et à adopter une série de mesures pour prévenir les conflits, notamment pour lutter contre les armes légères illicites; ainsi qu'à promouvoir la sécurité grâce à une plus grande transparence et une meilleure confiance et, à cet égard, à raffermir le rôle de l'ONU et des autres institutions internationales ainsi que de la communauté des donateurs.

La sécurité est au cœur de toute politique de développement. La Colombie est fermement convaincue que le désarmement et la réduction du commerce illicite de tous les types d'armes, de munitions et d'explosifs contribuent à la sécurité et, donc, au développement. Comme il est indiqué au paragraphe 14 du document final de la Conférence internationale de 1987 sur la relation entre le désarmement et le développement, le renforcement de la sécurité comporte non seulement une dimension militaire, mais également des aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques, sans compter son importance du point de vue des droits de l'homme.

Cuba

[Original : espagnol]
[6 juin 2012]

La relation entre le désarmement et le développement acquiert une importance accrue dans le contexte de la crise économique et financière actuelle.

Il est fâcheux que les dépenses militaires mondiales aient augmenté d'environ 45 % ces 10 dernières années, alors que les difficultés résultant du sous-développement économique et social, du dénuement et de la pauvreté se sont aggravées.

L'accélération croissante et inquiétante de la course à l'armement, qui représente déjà plus de 1,74 billion de dollars par an, absorbe une part trop importante des ressources humaines, financières, naturelles et technologiques du monde, et pèse lourdement sur l'économie de nombreux pays.

Les forces armées sont grandes consommatrices de multiples ressources non renouvelables et réserves tant d'énergie que de matières premières. Il est évident que la consommation de matières premières à des fins militaires, plus encore que la

consommation de ressources en général, est avant tout le fait des grandes puissances militaires.

Les activités militaires et connexes absorbent une grande partie du potentiel scientifique et technologique. On estime actuellement qu'à l'échelle mondiale, environ 25 % des scientifiques travaillent pour le secteur militaire. En outre, on a calculé que depuis la Seconde Guerre mondiale, environ 40 % des dépenses totales de recherche-développement ont été affectées à des fins militaires.

Depuis 1960, les pays riches ont investi au moins 15 billions de dollars dans la fabrication d'armes (soit environ 334 milliards de dollars par an), alors qu'ils n'ont consacré que 2,6 billions de dollars à l'aide au développement des pays pauvres (soit un peu moins de 58 milliards de dollars par an). En d'autres termes, les pays riches ont investi au moins six fois plus dans la fabrication d'armes que dans l'aide au développement.

L'ONU a calculé qu'il suffirait de 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans pour remédier à la pauvreté, à la faim et au manque de soins de santé, d'éducation et de logements sur l'ensemble de la planète. Toutefois, les dépenses au titre de l'armement sont 100 fois supérieures aux dépenses consenties pour lutter contre la faim, promouvoir le développement agricole et alléger les difficultés économiques que connaissent la plupart des pays.

Cuba propose à nouveau de créer un fonds des Nations Unies, auquel les États Membres verseraient au moins la moitié du montant de leurs dépenses militaires actuelles, en vue de répondre aux besoins des pays pauvres en matière de développement économique et social. Outre ses bienfaits évidents, une telle initiative aurait également pour mérite de renforcer la confiance et jouerait un rôle décisif dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Cuba renouvelle par ailleurs son soutien au Programme d'action adopté lors de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement tenue en septembre 1987, dans lequel la communauté internationale s'est engagée à allouer au développement socioéconomique une partie des ressources libérées par le désarmement. Cuba réaffirme également qu'elle est favorable à l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. L'ONU doit jouer un rôle de premier plan pour mettre en lumière la relation entre désarmement et développement.

Les États doivent prendre des mesures concrètes pour consacrer au développement économique et social une partie des ressources libérées par la mise en œuvre d'accords de désarmement et de limitation des armements, afin de réduire l'écart toujours croissant entre pays développés et pays en développement.

Panama

[Original : espagnol]
[7 mai 2012]

Nous tenons à préciser, comme nous l'avons déjà fait à maintes reprises, que la Constitution du Panama ne lui permet pas de disposer de forces armées et, par conséquent, qu'il ne lui est pas possible de répondre aux demandes visées aux paragraphes 6 et 7 de la résolution 66/30.